

d'autres programmes, mais de mettre au point les programmes existants. J'estime donc que le comité devrait examiner les insuffisances de ces programmes et leurs difficultés d'application. Je suis persuadé que ces programmes ne sont pas parfaits. Le comité devrait inviter les travailleurs, les gens d'affaires et les collectivités qui se prévalent de ces programmes à lui faire part de leur expérience.

Le comité demande également à participer à la surveillance des négociations sur l'antidumping et les droits compensateurs, ce qui lui sera accordé avec l'adoption du rapport. Là encore, comme je l'ai dit à la deuxième lecture, le gouvernement collaborera avec le comité à cet égard. Toutefois, je l'ai également expliqué, comme l'ont toujours fait et le feront toujours les gouvernements, nous ne pouvons pas divulguer sur les négociations des détails qui risqueraient de nuire à notre position. Pour ces questions, il nous faut pouvoir être juges du moment où l'intérêt public exige de les dévoiler et de la quantité de détails à dévoiler.

En conclusion, je tiens simplement à rendre hommage aux ministres actuels et à leurs prédécesseurs qui ont pris part aux négociations entourant le libre-échange et à l'initiative du gouvernement. Je songe aux anciens ministres du Commerce extérieur, l'honorable James Kelleher et l'honorable Pat Carney, ainsi qu'à l'actuel ministre, M. John Crosbie. Au nom du gouvernement et assurément de mes collègues ministériels, je tiens également à remercier chaleureusement l'ambassadeur Reisman et les nombreux fonctionnaires . . .

Des voix: Oh, oh!

Le sénateur Stollery: Vous l'avez déjà remercié avec un million de dollars!

Le sénateur Doody: Règlement!

Le sénateur Murray: Je regrette infiniment que, surtout en cette période spéciale de l'année, les sénateurs ne puissent à tout le moins féliciter l'ambassadeur . . .

Une voix: Est-ce là une campagne électorale?

Le sénateur Murray: . . . du dévouement exceptionnel qu'il a manifesté pour le Canada, de son dévouement professionnel exceptionnel et de l'énergie, de l'enthousiasme et des compétences énormes qu'il a investis dans sa tâche. J'en remercie non seulement l'ambassadeur Reisman, mais aussi les nombreux fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures et du Bureau des négociations commerciales, qui ont collaboré pendant de nombreux mois à l'aboutissement de cette initiative.

Enfin, je veux rendre hommage au très honorable premier ministre qui, grâce à sa vision, à son habileté, à sa détermination et à son leadership politique, a réussi à mener cette initiative à terme.

Des voix: Bravo!

Le sénateur Murray: Depuis la Confédération et même avant, les dirigeants politiques canadiens se penchent sur les problèmes et les possibilités liés à nos relations économiques et commerciales avec les États-Unis. Comme les honorables sénateurs le savent, on a fait campagne sur ce thème dès le début de la Confédération et même durant les élections de 1911, lorsque le gouvernement Laurier a été défait à cause de son initiative de libre-échange avec les États-Unis. On nous a dit que les premiers ministres King et Saint-Laurent étaient sur le point de conclure des accords de libre-échange avec les États-

Unis, mais qu'ils s'étaient désistés à la dernière minute. Comme les honorables sénateurs le savent, mon propre parti s'est d'abord opposé au libre-échange avec les États-Unis parce qu'à notre avis, le Canada n'était pas prêt sur les plans politique, économique et culturel.

Honorables sénateurs, le Canada est maintenant prêt. Notre gouvernement a négocié un accord de libre-échange avec les États-Unis et notre politique dans ce dossier est très populaire dans les provinces, dans le milieu des affaires et—je crois que c'est évident en dehors du Parlement—parmi les membres de différents partis politiques. L'appui dont jouit l'accord au Canada reflète, il me semble, la confiance actuelle des Canadiens en leur indépendance politique, leur identité culturelle et leur potentiel économique. Tout ce qui nous est cher et tout ce qui fait du Canada un pays unique sera mis en valeur grâce aux Canadiens qui excelleront et prospéreront dans le cadre de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Une fois de plus, je recommande aux honorables sénateurs d'appuyer ce projet de loi à l'étape de la troisième lecture.

Des voix: Bravo!

L'honorable Allan J. MacEachen (chef de l'opposition): Honorables sénateurs, je ne sais si je peux entamer ou conclure mes observations aussi élégamment que le leader du gouvernement lorsqu'il a essayé une fois de plus d'étoffer le débat sur l'Accord de libre-échange, que son parti n'a pas réussi à expliquer et que la plupart des Canadiens ne comprennent pas. Malgré ce qu'il a dit et malgré le résultat des élections, il reste que les Canadiens se posent beaucoup de questions sur les répercussions que l'accord aura sur l'économie et la société canadiennes et, en particulier, sur notre souveraineté politique. Il serait souhaitable que les beaux discours politiques puissent régler ces questions, mais ce n'est pas le cas. Notre comité en a beaucoup entendu parler.

● (1500)

Nous avons été heureux d'accueillir le sénateur Murray lorsque M. de Grandpré est venu répondre aux questions du comité concernant l'adaptation des travailleurs. Malheureusement, il n'était pas là lorsque les porte-parole du Congrès du travail du Canada ont comparu. Ce n'est pas tellement son absence qui m'attriste, mais le fait que le représentant du CTC—qui a maintenant accepté les résultats des élections, après avoir été un adversaire acharné de l'Accord de libre-échange, au point d'adhérer au réseau pro-Canada—nous a décrit ses appréhensions au sujet des conséquences de cet accord. Il a parlé des graves conséquences que les faibles salaires payés dans les États du Sud pourraient avoir sur nos entreprises et nos emplois. Quand je l'ai interrogé au sujet des travailleurs des États du Nord, il m'a fourni l'exemple du «rust belt». Il a dit que l'exode des entreprises et des emplois aux États-Unis était due au fait que les États du Nord n'avaient pu soutenir la concurrence des États du Sud où les salaires sont très bas, et c'est cette concurrence que les entreprises canadiennes devront affronter. C'est cette concurrence qu'il craignait, et ce serait à mon avis une erreur de vouloir faire fi de cette concurrence en parlant par exemple de nobles sentiments.